

Grève de la construction et printemps érable : la rencontre introuvable

lundi 8 juillet 2013, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juillet 2013).

Sommaire

- [En Égypte, un troisième \(...\)](#)
- [La grande illusion de la \(...\)](#)
- [La « grève sociale » appelle](#)
- [Le double jeu de Québec \(...\)](#)
- [La grève sociale fusionne le](#)
- [Un nouvel internationalisme](#)

A manqué au printemps érable une « grève sociale ». A fait défaut à la grève de la construction de deux semaines, laquelle vient de se terminer par suite d'une loi spéciale de l'Assemblée nationale québécoise, une portée sociale. Le premier fut un événement social qui n'a pas troublé, ou à peine, le fondement lucratif du capitalisme. Le second a immédiatement ému les affairistes mais non le grand public ou à peine. On constate un même divorce depuis le mouvement Occupy/Indigné jusqu'aux actuels soulèvements turc, brésilien et égyptien en passant par le printemps arabe qui rebondit après s'être enlisé en Libye et surtout en Syrie.

En Égypte, un troisième rebondissement

La plus grande manifestation que le monde n'ait jamais vu, jour après jour, - de 14 à 33 millions de personnes - dans le pays arabe le plus peuplé, à la confluence du Maghreb et du Machrek, révèle une lumière au bout du tunnel. S'y profile la silhouette de ce Godot qu'on attend depuis la renaissance altermondialiste de l'internationalisme au tournant du millénaire.

Reste que « Rébellion », responsable de la pétition des 22 millions, n'est pas arrivé à se constituer en alternative politique crédible, à s'organiser autour d'un programme antilibéral/anticapitaliste, qui puisse damer le pion aux soi-disant occidentalistes « Libéraux » à qui l'armée pave la voie, trop discréditée elle-même pour conserver le pouvoir mais qui doit néanmoins soutenir ces Libéraux sans réelle base sociale populaire.

Il faudra sans doute que le peuple égyptien fasse l'expérience de ce libéralisme néolibéral après avoir fait celle de la dictature néolibérale de la famille et de ses copains, civils et militaires, puis celle de l'armée néolibérale et enfin celle des fondamentalistes tout aussi néolibéraux, tous supportés à tour de rôle par les puissances impérialistes et Israël. Mais les risques d'une réaction à la Pinochet ne peuvent être écartés.

Comme l'effervescence gréviste puis insurrectionnelle ne tarit pas année après année, débutant bien avant 2011, tout va très vite. Si les fondamentalistes saoudiens dont au pouvoir depuis près d'un siècle, ceux d'Iran depuis plus de trente ans, ceux d'Égypte ont décollé au bout d'un an. Ainsi va une révolution permanente même si son heureuse conclusion n'a rien d'automatique. On suivra avec

passion le déroulement des événements sur le site du Nouveau parti anticapitaliste français [1] ou sur Europe solidaire sans frontières [2].

La grande illusion de la démocratie institutionnelle

Le chemin du raccord entre une incroyable mobilisation de la rue et une direction politique libératrice est toujours obstrué par les illusions de la démocratie institutionnelle que véhiculent les démocrates révolutionnaires. S'ils arrivent toujours à se maintenir à la tête du processus révolutionnaire c'est parce que le peuple mobilisé leur fait encore confiance et le fera jusqu'à épuisement de toutes les variantes tellement a été profond le discrédit du socialisme réellement existant, particulièrement dans les pays arabo-musulmans. Les partis dit communistes, au nom de la stratégie du front populaire, s'y sont alliés avec des nationalistes bourgeois réputés progressistes et anti-impérialistes. Ces alliances ont abouti à des régimes Moubarak, Ben Ali, Saddam Hussein et, last not least, Bachar El-Assad. Arrive enfin le moment, dont on semble être à la veille en Égypte, de l'organisation de la démocratie de la rue à partir des lieux de travail et d'étude et des quartiers culminant dans une structure fédérative.

On en est encore cependant loin dans ces autres pays d'éclatement de la colère populaire dans la rue à coup de millions de personnes. En Turquie, le fort nationalisme turc au fondement historique de l'État, et son adversaire kurde tout aussi virulent, demeurent des obstacles bloquant l'émergence d'une alternative antilibéral/anticapitaliste prenant pleinement en compte libérations nationale et sexuelle.

Au Brésil, l'attraction réformiste du PT social-libéral au pouvoir et le statut de puissance émergente bloquent l'apparition d'une gauche de la gauche crédible. La maturation politique y est encore moins forte qu'en Égypte alors qu'au sein de l'Europe des indigné-e-s, surtout en Grèce, cette maturation semble plutôt vouloir passer par le développement de partis ou fronts antilibéraux sur lesquels le peuple mise pour faire une révolution par en haut. Ou bien celle-ci décevra, comme ont tant de fois déçu les partis sociaux-démocrates et tutti quanti ; ou bien elle aboutira si cette fois la conquête de la majorité parlementaire ouvre les vannes de l'auto-organisation à la base qui finira par déborder les institutions à moins qu'elle s'y soumette comme en 1936 en France.

Tous ces blocages idéologiques se reflètent particulièrement dans le mouvement syndical lequel, sauf en Égypte, et dans une moindre mesure en Tunisie, ne participe que marginalement à toutes ces grandes mobilisations. Si Moubarak et Ben Ali ont été renversés c'est parce que l'occupation des places s'appuyait sur un mouvement croissant de grève générale politique, dite au Québec « grève sociale », qu'a momentanément arrêté la chute rapide du sommet de la pyramide oppressive pour mieux sauver l'appareil oppressif au service du capitalisme des petits copains. Cette logique générale, toute proportion gardée, se retrouve au Québec.

La « grève sociale » appelle la grève de la construction et vice-versa

Lors du printemps érable, les directions syndicales et celle de Québec solidaire, protégées par une Intersyndicale, dans et hors Québec solidaire, qui s'est tue et par une CLASSE qui ne misait que sur la « grève générale illimitée » mais limitée au seul mouvement étudiant post-secondaire, n'ont ni appelé ni incité à la « grève sociale » sauf in extremis pour la CLASSE. Le PQ a pu ainsi surfer sur la vague pour se faire élire, la division de la droite directement patronale faisant le reste. Un début de commencement de grève sociale, et un tantinet de revendications audacieuses, aurait rendu impossible ces manœuvres récupératrices.

Une telle grève, qui en reste par le fait même indéfinie, aurait pu commencer à accomplir ce printemps hâtif recelant une indépendance pour libérer le peuple québécois de la dictature des banques et pour sauver la langue afin de mettre en branle un programme de plein emploi écologique. Et Dieu sait que les extrêmes climatiques de ce début d'été, du nord de l'Inde au nord québécois, toutes proportions gardées, en passant par l'ouest étasunien et canadien et le centre de l'Europe, amplifient l'alarme climatique qui ne cesse de sonner.

La grève de la construction mettait en vedette la mise à nue section corrompue du patronat. Baveuse comme dix, à l'injure de la corruption l'industrie de la construction des grands chantiers a ajouté l'insolence de l'intransigeance. Devant accommoder les intérêts généraux de la bourgeoisie qui appréhendait une prolongée demie paralysie de l'économie québécoise, le Parlement n'a pas pu la suivre jusqu'au bout. C'est partie remise dans un an grâce aux bons soins des partis directement patronaux, les PLQ et CAQ, accommodés par le PQ et Québec solidaire. Ces derniers, partisan de la négociation éternelle sans rapport de forces, auraient voulu laisser bouillir dans son jus concertationniste un peu plus longtemps les directions syndicales. Ce n'est là qu'une différence tactique.

Le double jeu de Québec solidaire

De dire la porte-parole de Québec solidaire : « *...la raison pour laquelle je pense que nous devons adopter le sous-amendement [de deux ans, finalement rejeté, modifiant l'amendement d'un an des PLQ/CAQ], accepter l'idée du sous-amendement, c'est qu'il faut travailler ici dans un esprit de compromis.* » Qu'à la fin, Québec solidaire ait voté contre la loi liberticide, le seul parti à le faire, n'efface en rien qu'il aurait voté en sa faveur si le sous-amendement péquiste n'avait pas été rejeté étant donné que le parti gouvernemental est en minorité. Ce reniement pragmatique des beaux principes du « *droit d'association, [de] la liberté de négocier et [du] droit de grève* » (Amir Khadir) dont regorgent les chartes a été caché dans le compte-rendu officiel aux membres et à l'électorat de Québec solidaire.

Honte à *Presse-toi-à-gauche* qui s'associe à cette cachotterie en « oubliant » de publier les passages incriminants des interventions de la porte-parole députée lors du débat à l'Assemblée nationale. Quant à *l'Aut'Journal*, il est en vacance. Grand bien lui fasse. Cette désinformation de gauche fait pendant à celle de droite, tel Radio-Canada, à propos de l'Égypte. On y donne l'impression d'un simple coup d'Etat militaire contre un gouvernement légitimement élu tout aussi soutenu par la population que contesté par les foules insurgées. Reconnaître l'ampleur de la démocratie de la rue, un record mondial, obligerait les grands médias, et nos gouvernements soi-disant légitimes qui vont devoir pourtant se résigner, à reconnaître que la démocratie révolutionnaire de la rue l'emporte haut la main sur celle institutionnelle des urnes même quand elle est déformée par un apparent coup d'état militaire.

La grève sociale fusionne le politique et l'économique

Les directions syndicales et Québec solidaire ont raté l'occasion de transformer en grève politique cette grève économique. Il s'agissait de clairement prendre le parti des syndicats non seulement en dénonçant les exigences de reculs du patronat et en appuyant les demandes syndicales mais surtout en appelant à renforcer dans la rue le rapport de forces. Les centrales syndicales sont parfaitement en mesure d'organiser de grandes manifestations et même une grève de solidarité de 24 heures. La base de cet appel, en plus de l'enjeu direct du conflit, aurait été la mobilisation contre le patronat corrompu afin de nationaliser/socialiser le système des appels d'offre gouvernementaux [3]. En un

mot, il fallait faire de cette confrontation économique un enjeu politique, une mutation tout à fait possible dans l'actuelle conjoncture de colère populaire contre le collusion et la corruption.

C'est cette fusion du politique et de l'économique qui a renversé les Moubarak et les Ben Ali et qui pourrait transformer la révolution démocratique égyptienne en une révolution sociale.

Comment expliquer le mystère de cette énorme inertie syndicale ? Même en Égypte, les très nombreuses grèves, qui si elles débouchaient en une grève générale changeraient la donne, ont surtout été jusqu'ici des grèves économiques sans trop de liens organiques faute d'une direction politique. On pourra à juste titre blâmer la collaboration de classe, dite au Québec concertation, des élites bureaucratiques. Mais pourquoi, diable, celle-ci empoisonne-t-elle le monde syndical depuis des dizaines d'années, depuis en fait son efficacité apparente durant les « trente glorieuses » (1945-1975) ? Parce que le grand compromis de l'État providence, tout comme ses corollaires, d'une part le consumérisme destructeur des solidarités prolétariennes et des grands équilibres écologiques, et d'autre part l'économie de guerre permanente / lutte anti-terroriste maintenant la dominatrice hiérarchie impérialiste, ont presque tué l'internationalisme.

La zombification de l'humanité a fait le lit du post-modernisme en tuant la crédibilité des « grands récits ». Les grands syndicats ont eu tendance à se muer en grandes corporations vouées à la défense exclusive de leurs membres et de leurs nations aux dépens des inorganisé-e-s et des nations faibles. Pendant que le capitalisme se globalisait, organisant la compétition à l'échelle mondiale, le mouvement syndical battait en retraite derrière ses barricades corporatives et nationalistes quand ce n'était pas sexistes et racistes. De là à voir la lutte des exclu-e-s et des laissé-e-s pour compte comme des concurrents sur un marché du travail néolibéral en peau de chagrin, il n'y avait qu'un pas qui explique bien des lâchetés. Il faudra tout un rapport de forces, et il faudra qu'il soit mondial, pour retourner ce grand paquebot à la dérive.

Un nouvel internationalisme naît des cendres néolibérales

Du temps de la révolution bolchevique, ses dirigeants l'avaient bien compris qui attendaient le relais allemand, trahi par la réformisme sociale-démocrate, pour les délivrer de l'illusion du « socialisme dans un seul pays » lequel dégénéra en monstruosité stalinienne. Le prolétariat conscient réalise plus que jamais que si on peut d'abord rompre dans un seul pays, qui demeure le lieu de la politique, le relais mondial ne peut guère tarder étant donné la globalité de la division internationale du travail. Cette nécessité qui s'impose fortement aux consciences freine la mobilisation surtout quand on risque son emploi quand ce n'est pas la prison et la torture sinon la mort. C'est pour cette raison que se lance d'abord à l'assaut du ciel les masses déshéritées qui comptent, il est vrai, de plus en plus de prolétaires organisés dans les pays dépendants industrialisés, de l'Égypte au Bangladesh.

C'est cette nouvelle conscience internationaliste qui naît dorénavant des cendres de la crise généralisée, tant économique et écologique que démocratique et idéologique, de la dérive néolibérale. Non seulement l'ampleur égyptienne sans précédent des grandes mobilisations inaugurées par la révolution arabe. Mais surtout leur nouvelle simultanéité dans plusieurs partis du monde et non seulement dans le monde arabe, car n'oublions pas la grève générale au Portugal ce 27 juin. Ne manque plus que l'Asie... mais c'est le gros morceau. Un nouvel internationalisme est en train de naître qui pousse le mouvement syndical au-delà des grèves économiques, même nombreuses mais sans coordination, au-delà des grèves générales de 24 ou 48 heures mais sans lendemain.

Reste que la perspective d'une grève générale illimitée ou reconductible pose *de facto* la question du pouvoir de la rue. Il y faut certes l'auto-organisation se substituant ou encadrant le pouvoir

institutionnel. Jusqu'ici, historiquement parlant, tout ce processus complexe n'a jamais pu se passer de partis politiques. Leur nécessité n'est pas tellement la coordination générale, car le mouvement peut se coordonner lui-même. Les partis demeurent vitaux pour, à partir de l'expérience condensée des luttes sociales passées ici et ailleurs dite théorie révolutionnaire, infuser au tant au mouvement spontané qu'organisé une orientation anticapitaliste et un programme unificateur permettant de frapper l'ennemi de classe tous et toutes ensemble au bon moment et au bon endroit, c'est-à-dire de le doter d'une stratégie.

Québec solidaire est-il au rendez-vous ? Malheureusement, poser la question c'est y répondre.

Marc Bonhomme, 5 juillet 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc videotron.ca

Notes

[1] <http://www.npa2009.org/category/tags/egypte>

[2] Voir la rubrique [Egypte](#).

[3] Voir sur mon site « Sauver les emplois et l'expertise, pas les entreprises corrompues »